

9 Fev 82

ARRETE PREFECTORAL

portant réglementation de la dérivation des eaux de l'Elorn au lieu-dit "LE DRENNÉC" dans la commune de SJZUN par un ouvrage de retenue en vue de l'alimentation en eau potable de syndicats, communes et villes voisines et du soutien des étiages de l'ELORN.

LE PREFET DU FINISTERE,  
Officier de la Légion d'Honneur,

- I la loi du 8 Avril 1898 sur le régime des eaux,
- I le Code Rural et en particulier les articles 103 à 113 inclus relatifs à la police et à la conservation des eaux des cours d'eau non domaniaux,
- I le décret du 1er Août 1905 fixant en particulier la forme de l'enquête publique à laquelle doivent être soumises les demandes d'établissement d'ouvrages intéressant le régime et le mode d'écoulement des eaux,
- I l'arrêté préfectoral de M. le Préfet du FINISTERE du 20 Août 1906 portant règlement de police sur les cours d'eau,
- I l'arrêté préfectoral de M. le Préfet du FINISTERE du 27 Novembre 1922 portant réglementation des barrages sur les cours d'eau non domaniaux,
- U le décret n° 76-1085 du 29 Novembre 1976 chargeant le Génie Rural des Eaux et des Forêts, de la police du cours d'eau précité pour le compte du Ministère de l'Environnement,
- U la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution,
- U le rapport en date du - 8 FEV 1982 du service du Génie Rural des Eaux et des Forêts, chargé de la police du cours d'eau précité,
- U les résultats de l'enquête à laquelle il a été procédé dans les conditions fixées par le décret du 1er Août 1905 précité, conformément à l'arrêté préfectoral du 22 OCT 1981, durant la période du 17 NOV 1981 au - 2 DEC 1981, en Mairies de SJZUN, COMMANA, LAMPAUL-GUJMILIAU, LOCMELAR, PLOUDJRY, LANDERNEAU, PENCRAH, PLOUEDERN, LA ROCHE MAURICE, PLOUNEVENTER, SAINT-SERVAIS, BODJLIS, LANDIVISIAU, LOC EGUJNER, et notamment les procès-verbaux d'enquête,
- U l'avis de M. le Sous-Préfet de BREST en date du 31 DEC 1981
- U l'avis de M. le Sous-Préfet de MORLAIX en date du 22 DEC 1981
- U l'arrêté préfectoral du 12 Novembre 1974 déclarant d'Utilité Publique les travaux d'aménagement hydraulique, touristique et piscicole projetés sur la commune de SJZUN dans la vallée de l'Elorn, notamment l'article 3 fixant conformément aux dispositions de l'article 113 du Code Rural, le débit minimum à conserver en aval du barrage,
- U la lettre du 28 Novembre 1977 du Ministère de la Culture et de l'Environnement, service pêche et hydrobiologie,
- U les avis du Comité Technique Permanent des Grands Barrages,
- U le projet du barrage et de ses ouvrages annexes et en particulier les études préliminaires et l'étude de fonctionnement hydraulique sur modèle réduit.

... délégation de signature accordée à M. le Directeur Départemental de l'Agriculture  
culture par arrêté préfectoral du 1er Août 1981,  
le procès-verbal de visite des lieux du 17 Septembre 1981,  
la circulaire interministérielle 70-15 du 14 Août 1970,  
les autres pièces du dossier,

SIDÉRANT QUE le Syndicat Mixte pour l'Aménagement Hydraulique des Bassins de l'Elorn et de la rivière de Daoulas a décidé de construire un barrage et une retenue d'eau sur la rivière l'Elorn en vue de procéder à des aménagements hydrauliques, touristiques et piscicoles,

SIDÉRANT QU'il y a lieu de préciser la réglementation de l'utilisation de l'eau de la retenue,

proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts,  
Directeur Départemental de l'Agriculture du FINISTÈRE,  
Directeur : ...

## A R R E T E

### ARTICLE 1 -

Est soumise aux conditions du présent règlement, la construction du barrage et de ses ouvrages annexes ainsi que l'utilisation des eaux de l'Elorn à partir de la retenue. Ce règlement s'applique au Syndicat Mixte pour l'Aménagement Hydraulique des Bassins de l'Elorn et de la rivière de Daoulas, et à l'ouvrage de la retenue et du barrage.

### ARTICLE 2 -

#### DESCRIPTION DES OUVRAGES -

Les ouvrages construits par le Syndicat comprendront le barrage proprement dit et les ouvrages annexes (évacuateur de crue, vidange de fond, conduite de prise, chenal de restitution, appareillage d'auscultation, réseau de drainage, bâtiment d'exploitation).

#### barrage :

L'ouvrage sera constitué par une digue en matériaux d'altération du granit avec paroi centrale d'étanchéité en coulis. Le parement aval de la digue sera recouvert de terre végétale. Les caractéristiques principales du barrage seront les suivantes :

- hauteur au-dessus du terrain naturel : 25 m
- longueur en crête : 250 m
- largeur en crête : 8 m 70
- largeur maximale au niveau du terrain naturel : 115 m
- fruit du parement amont : 2,2/1
- fruit du parement aval : 2/1 avec risberme de 3 m à la cote 146
- rayon de courbure à l'amont de la crête : infini
- cote NGF de retenue normale : 155 m
- cote NGF de retenue maximale exceptionnelle : 156,50 m
- cote NGF de la crête du barrage : 158 m
- capacité utile de la retenue : 8 600 000 m<sup>3</sup>
- capacité totale de la retenue à la cote 156,50 : 10 300 000 m<sup>3</sup>.

#### Evacuateur de crues :

L'ouvrage évacuateur de crues sera constitué par un puits déversant en tulipe avec galerie d'évacuation passant sous le corps de la digue, et ouvrage de dissipation d'énergie avant restitution des eaux dans l'Elorn. La capacité d'évacuation est de 81 m<sup>3</sup>/s ; ce débit correspond à la crue de fréquence décennale si l'on ne tient pas compte de la capacité d'écrêtement de la retenue qui ajoute une sécurité supplémentaire. Le seuil du déversoir est fixé à la cote 155 m NGF.

.../...

#### Conduite de prise :

Elle sera constituée par une conduite acier de 800 mm de diamètre sur laquelle sera placée une vanne papillon de sécurité à survitesse. Dans cette conduite transiteront les débits prévus pour l'alimentation future d'une pisciculture ainsi que vers un robinet à jet creux de réglage du débit de restitution (diamètre du robinet : 600 mm). Le débit maximum de cette conduite sera de 2,5 m<sup>3</sup>/s. Sur cette conduite sera installé un débitmètre électromagnétique.

#### Vidange de fond :

Elle sera constituée par une galerie combinée à l'évacuateur de crues. La galerie aura une longueur maximum de 125 m. Elle comportera à l'amont une vanne de garde, type à glissement à étanchéité aval ainsi qu'une vanne de réglage du débit. Ces deux vannes auront 1,00 m de hauteur sur 0,80 m de largeur. Le débit maximal de vidange sera de 13 m<sup>3</sup>/s sous la charge maximum normale (cote de la retenue : 155 m NGF). Ce débit permet de vider la moitié du volume de la retenue normale en 4 jours et la totalité du volume utile en 9 jours. La conduite débouchera dans le bassin de dissipation d'énergie de l'évacuateur de crues.

#### Chenal de restitution :

D'une longueur de 285 m et d'une largeur de 15 m en plafond, il permettra de retrouver le lit normal de l'Elohn. Ses berges seront protégées par des enrochements. Il permettra également de protéger une éventuelle installation piscicole aménagée à l'aval de la digue.

#### Appareillage d'auscultation :

Les dispositifs d'auscultation installés pour suivre le comportement de la digue seront les suivants :

- 16 piézomètres installés sur deux lignes parallèles au couronnement à 25 et 45 m à l'aval de l'axe,
- 4 piézomètres en bordure aval du couronnement pour contrôler l'efficacité de la paroi en coulis,
- 3 piliers d'auscultation permettant les visées topographiques sur l'ensemble des repères de nivellement,
- 26 bornes en béton servant de repères topométriques répartis sur le couronnement et les parois amont et aval ainsi que sur la tête aval et le bassin de dissipation,
- 22 repères répartis sur l'évacuateur de crues et dans la galerie,
- 4 cocardes disposées sur les murs antivortex de l'évacuateur de surface,
- 9 tassomètres LCPC installés dans trois profils de mesure principaux,
- 1 échelle limnimétrique entre les niveaux 139 et 156.

#### Réseau de drainage :

L'efficacité du voile d'étanchéité sous l'ouvrage sera complétée et contrôlée par un tapis-drainant disposé sous l'ouvrage, par un réseau de drains disposés sur deux lignes situées à 30 et 40 m en aval du voile, soit en tout 19 drains. Les eaux recueillies seront conduites dans des regards de jaugeage puis vers des regards situés à l'aval de part et d'autre du bassin de dissipation.

#### Injectons :

Un voile d'étanchéité sera réalisé sous la digue par cinq lignes de forages injectés de coulis de ciment et dont les caractéristiques sont les suivantes :

- longueur développée : 370 m
- profondeur moyenne : 35 m
- surface développée : 13 200 m<sup>2</sup>.

1) Commande :

L'ensemble des commandes des organes sera abrité dans le bâtiment d'exploitation, à construire en aval de la digue, sur la rive droite de la vallée.

ARTICLE 3 -CONTROLE DE SECURITE - SURVEILLANCE ET AUSCULTATION DE L'OUVRAGE -

Le Syndicat Mixte de l'Eloir assurera la surveillance de l'ouvrage conformément à la circulaire interministérielle n° 70-15 du 14 Août 1970. Dans ce but un local de surveillance sera construit à proximité du barrage.

a) registre de l'exploitant :

Le Syndicat Mixte de l'Eloir tiendra dès le commencement de la première mise en eau dans le local de surveillance et hors de portée de toute inondation, un registre sur lequel seront sommairement mentionnés au fur et à mesure, avec indication des dates, les principaux renseignements relatifs à l'exploitation du réservoir (remplissage, vidange, déversement), les manoeuvres de vannes effectuées et les mesures de contrôle faites, les incidents constatés (fuites, fissures), les travaux d'entretien ou de réparation effectués. Le registre devra être examiné et visé par les agents du Service du Contrôle à chacune de leurs visites.

b) examen visuel de l'ouvrage, de ses abords et de ses organes d'évacuation :

Au moins une fois par semaine le Syndicat assurera l'examen visuel de l'ouvrage, de ses abords et de ses organes d'évacuation. L'herbe du paravent aval de la digue sera maintenue rase en permanence de manière à permettre cet examen visuel et à détecter toute apparition de venue d'eau, fissures, affouillement ou excavation.

c) mesures de surveillance et de contrôle :

Le Syndicat de l'Eloir assurera les mesures ci-dessous avec la périodicité minimale indiquée :

- mesure des débits de fuite : une fois par quinzaine au minimum
- mesure des niveaux des piézomètres : une fois par mois au minimum
- mesures de tassement et mesures topographiques : 2 fois par an au minimum, une fois à retenue au niveau maximum et une fois à retenue au niveau minimum.

Toute anomalie, même minime, constatée lors des visites ou mesures sera signalée au registre de l'exploitant. Il sera procédé à une exploitation immédiate des résultats des mesures, le cas échéant par des méthodes simplifiées de manière à détecter toute anomalie.

Toute anomalie importante sera immédiatement signalée par le Syndicat au Service de contrôle. Le Syndicat devra adresser chaque année au service du contrôle un rapport sur la surveillance et l'auscultation du barrage, donnant d'une part des renseignements succincts sur l'exploitation des ouvrages au cours de l'année, sur les incidents constatés et les travaux effectués, et d'autre part, sous forme de graphiques, les résultats des mesures effectuées ainsi que leur interprétation. Ce rapport comportera obligatoirement, tous les deux ans, une analyse approfondie de l'évolution du comportement de l'ouvrage.

d) Essais de vannes :

Les vannes de la conduite de prise et de la vidange de fond devront être manoeuvrées une fois par an au minimum à pleine ouverture pour s'assurer de leur bon fonctionnement. Les manoeuvres de vannes, pour des débits supérieurs à 1 m<sup>3</sup>/s ne pourront se faire que pour des durées de quelques minutes. Ces manoeuvres devront être exécutées chaque année entre le 1er Octobre et le 5 Novembre et après respect d'un plan d'information des riverains d'aval sur les sections concernées, plan agréé par le Service de Contrôle.

période de hautes eaux : le Syndicat est autorisé à stocker une partie du débit naturel de l'Elonn, en maintenant dans la rivière, en aval immédiat du barrage, un débit minimum fixé à :

- . 200 l/s entre le 1er Janvier et le 30 Septembre de chaque année,
- . 250 l/s entre le 1er Octobre et le 31 Décembre de chaque année.

Le débit sortant du barrage pendant la période de remplissage, ne pourra être supérieur au débit naturel entrant dans la retenue.

En période de basses eaux : le Syndicat est autorisé au lachage de tout ou partie du volume stocké dans la réserve du DRENNEC en vue du renforcement du débit d'étiage de la rivière en aval. Le débit laché en vue de ce renforcement pourra varier entre 200 l/s et 1 m<sup>3</sup>/s avec l'exception suivante :

- . le débit maximum pour une retenue pleine et avec un débit naturel au DRENNEC supérieur à 1 m<sup>3</sup>/s pourra être égal au débit naturel de la rivière.

Une programmation des lachures sera proposée par le Syndicat et approuvée par le Service chargé de la police des eaux.

#### ARTICLE 5 -

##### CONTROLE DES DEBITS -

Pour permettre l'application des dispositions prévues aux articles 3 et 4 le barrage sera équipé des dispositifs suivants :

- un capteur de pression installé dans le barrage avec retransmission au local d'exploitation,
- un débitmètre électromagnétique sur la conduite de prise avec report de la position de cet appareil,
- un dispositif de réglage du débit du robinet à jet creux avec report de la position de cet appareil,
- une vanne de réglage du débit de vidange, avec report de la position de cette vanne,
- une échelle limnimétrique entre les niveaux 139 et 156,
- une station limnigraphique de contrôle des débits sera installée sur le chenal de restitution,
- une station limnigraphique sera installée sur chacune des deux rivières alimentant la retenue, en amont immédiat de celle-ci : l'une sur le Mou-gou-Vihan et l'autre sur l'Elonn.

#### ARTICLE 6 -

##### QUALITE DES EAUX -

Les eaux rendues à la rivière devront être dans un état de nature à ne pas apporter à la température ou à la pureté des eaux un trouble préjudiciable à la salubrité publique, à la santé des animaux qui s'abreuvent ou à la conservation des poissons. Toute infraction à cette disposition, dûment constatée, pourra entraîner le retrait de l'autorisation sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités encourues.

#### ARTICLE 7 -

##### AMENAGEMENTS ET COMPENSATIONS PISCICOLES -

Conformément aux directives de M. le Ministre de l'Environnement le Syndicat s'est engagé à verser une redevance annuelle correspondant à 10 000 smolts ou équivalents smolts, à compter de l'année de la mise en eau du barrage et pendant la durée de vie du barrage par voie de fonds de concours dans les conditions et aux fins fixées par le Ministère de l'Environnement. Cette redevance sera révisée périodiquement pour tenir compte des conditions du marché des aliments et des charges salariales.

Il s'est engagé également à mettre à la disposition permanente de la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Pisciculture du FINISTERE, les terrains situés immédiatement à l'aval du barrage pour la mise en place d'un dispositif de pêche et l'alimentation de ces bassins de stabulation ; les accès aux parcelles concernées étant mis gratuitement à la disposition de la Fédération. Le libre accès au barrage et dispositifs adéquats étant assuré aux agents chargés de la police de la pêche.

## ARTICLE 8 - TURBINE -

Après instruction, conformément à la réglementation, et enquête publique, le Syndicat pourrait être autorisé à turbiner les débits définis à son programme de lachures. Le fonctionnement par écluses sera interdit.

## ARTICLE 9 - DROITS DES TIERS -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 10 - EXECUTION DES TRAVAUX -

Les plans d'exécution des travaux seront remis à l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture du FINISTERE, sans que cette remise diminue la responsabilité du maître d'oeuvre et du service chargé du contrôle. Seront également remis tous documents concernant l'exécution, le contrôle, les essais de déformation en cours de remplissage et de vidange.

## ARTICLE 11 - CONTROLE PAR LE SERVICE HYDRAULIQUE - CONFORMITE DES OUVRAGES -

Les Ingénieurs et Agents du Service du Génie Rural des Eaux et des Forêts, chargés du service hydraulique auront en permanence libre accès aux installations pour tous contrôles qu'ils jugeront nécessaires et plus particulièrement, les contrôles des conditions de dérivation. Les ouvrages de retenue (barrage et ouvrages annexes) seront constamment entretenus en bon état sous le contrôle des ingénieurs du Génie Rural des Eaux et des Forêts, étant précisé toutefois que ce contrôle ne saurait avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire, qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages et leur mode d'exécution, que leur entretien et leur tenue ultérieure. Les prescriptions du présent règlement seront appliquées dans le délai d'un an, à compter de la mise en eau de la retenue. A l'expiration de ce délai, l'Ingénieur du Génie Rural des Eaux et des Forêts, chargé du Service Hydraulique, rédigera un procès-verbal de récolement aux frais du Syndicat en présence des autorités locales et d'un représentant du Syndicat. Si les travaux ont été exécutés conformément à l'arrêté d'autorisation, ce procès-verbal sera adressé à la Direction Départementale de l'Agriculture du FINISTERE - Service du Génie Rural des Eaux et des Forêts, chargée du contrôle de l'exécution de l'ouvrage, aux archives de la Préfecture du FINISTERE, au Ministère de l'Environnement, au Maire de la commune de SJZUN, au Service Régional d'Aménagement des Eaux et au Président du Syndicat de L'Elorn.

Visites annuelles, quinquennales et décennales :

L'Ingénieur du Génie Rural des Eaux et des Forêts, chargé du service hydraulique fera exécuter les visites de contrôles annuelles, quinquennales et décennales, conformément au paragraphe 8 de la circulaire interministérielle 70-15 du 14 Août 1970.

## ARTICLE 12 - RESPECT DES PRESCRIPTIONS DU REGLEMENT -

Faute par le Syndicat de l'Elorn de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'Administration prendra les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du Syndicat, tout dommage provenant de son fait ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de la sécurité publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions en matière de cours d'eau.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le Syndicat changerait ensuite l'état des lieux fixé par le présent règlement sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintiendrait pas constamment les travaux en bon état.

ARTICLE 13 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture du FINISTERE, le Maire de la commune de SIJUN, le Président du Syndicat, l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à M. le Ministre de l'Environnement, M. l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Chef du Service Régional d'Aménagement des Eaux à RENNES et à M. le Président de la Fédération Départementale des Associations de Pêche et de Pisciculture du FINISTERE.

A QUIMPER, le - 9 FEV 1982

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation  
L'Ingénieur en Chef, Directeur  
Départemental de l'Agriculture



